

CAMERA DEI DEPUTATI Doc. XII-bis N. 131

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

PRIMA PARTE DELLA CINQUANTUNESIMA SESSIONE ORDINARIA
(Parigi, 13-15 giugno 2005)

Raccomandazione n. 765
Gli sviluppi nel Grande Medio Oriente

Annunziata il 29 luglio 2005

L'Assemblée,

(i) Considérant qu'à l'heure actuelle, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord constituent une vaste région à majorité arabomusulmane où persistent des conflits non résolus, où la stabilité et la sécurité sont menacées, tandis que cette zone renferme aussi les plus importantes ressources énergétiques du monde;

(ii) Notant que dans de nombreux pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, près de 40 per cento de la population a moins de 16 ans et n'a pas accès à un enseignement approprié; que

le pouvoir demeure confisqué par une élite non élue par le suffrage populaire qui contrôle aussi toute l'économie; que ces pays souffrent d'un manque de démocratie et de transparence; de stagnation économique, de pauvreté, de chômage, d'inégalités et d'injustices – autant d'éléments qui favorisent le terrorisme;

(iii) Notant que l'évolution récente a favorisé un changement de mentalité et la montée des extrémismes qui exploitent la religion et manipulent les esprits tout en ayant recours au terrorisme pour poursuivre leurs objectifs;

(iv) Sachant que, notamment depuis les attentats terroristes du 11 septembre 2001, le monde occidental a fini par comprendre qu'il fallait redoubler d'efforts, à tous les niveaux, pour améliorer la communication et la coopération avec le monde arabe et le monde musulman, et promouvoir les réformes politiques, économiques et sociales dans ces régions;

(v) Notant toutefois que les gouvernements de la plupart des pays concernés de la zone semblent avoir compris la nécessité d'introduire des réformes pour répondre à la demande des populations et à l'évolution des sociétés en vue de garantir la paix et la stabilité dans la région, mais que ce processus de réformes qui démarre est très insuffisant;

(vi) Soulignant aussi que, depuis un certain nombre d'années, l'Union européenne a mis en place des programmes globaux et des accords spécifiques avec les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord pour les aider à garantir la paix, la stabilité et la prospérité de leurs peuples dans le cadre de son partenariat stratégique avec la Méditerranée et le Moyen-Orient;

(vii) Notant que les plans d'action que l'UE met en place avec les pays du Moyen-Orient dans le cadre de la politique européenne de voisinage comportent un éventail de conditions auxquelles chaque pays concerné doit satisfaire pour réaliser de nouvelles avancées, mais sachant aussi que dans le passé, l'UE n'a pas été suffisamment stricte à l'égard des partenaires qui ne répondaient pas à certaines conditions;

(viii) Sachant que les Etats de l'UE doutent que des plans trop généraux puissent conduire à la mise en place d'un nouvel ordre au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, et qu'ils privilégient des accords de coopération et des activités complémentaires sur un plan bi-et multi-

latéral, adaptées aux besoins et aux capacités de chaque partenaire ou groupe de partenaires;

(ix) Prenant en compte l'initiative du Grand Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (IGMOAN) lancée par les Etats-Unis lors du sommet du G8 en juin 2004, dans le but d'encourager la libéralisation économique, politique et sociale dans un grand nombre de pays musulmans;

(x) Considérant que l'initiative du G8 appuie les réformes dans la région proposées par des intellectuels indépendants, des acteurs de la société civile et des gouvernements et qu'elles se superposent aux initiatives de l'UE ou les complètent; consciente que la réalisation de ces réformes au Moyen-Orient nécessitera un engagement global soutenu et à long terme;

(xi) Considérant que si l'Occident souhaite poursuivre une stratégie de réformes profondes pour contribuer au changement démocratique dans le Grand Moyen-Orient et en Afrique du Nord, c'est par le dialogue, le partenariat et la coopération qu'il peut y parvenir;

(xii) Considérant que l'Occident doit d'abord redoubler d'efforts pour participer au règlement des conflits et des crises géopolitiques majeures de la région – prioritairement le conflit israélo-palestinien, la stabilité en Irak et au Liban, la menace nucléaire émanant de l'Iran, l'isolement de la Syrie et la situation précaire en Afghanistan – et que pour créer un environnement global sûr et stable, il est nécessaire de mettre sur pied un système de protection mutuelle et de sécurité coopérative;

(xiii) Sachant que si l'UE et les Etats-Unis entendent réellement mettre en oeuvre leurs politiques destinées à stimuler les réformes dans le Grand Moyen-Orient et en Afrique du Nord, il faudra trouver l'équilibre dans les relations entre les

régimes autoritaires de la région et les mouvements réformistes d'opposition;

(xiv) Considérant que la « liberté », telle qu'elle est propagée par les nouvelles initiatives occidentales, notamment des Etats-Unis, n'est pas seulement la liberté politique ou civique donc l'absence d'oppression, mais c'est aussi la liberté individuelle, donc la lutte contre tout ce qui asservit l'homme et compromet sa dignité: la pauvreté, la faim, la maladie, l'ignorance, la torture, la peine de mort, le manque de travail;

(xv) Considérant que dans le monde arabe, cette liberté est menacée par des régimes non démocratiques, qui, parfois, peuvent trouver dans la culture tribale et dans les traditions ancestrales ou religieuses des éléments de soutien;

(xvi) Considérant qu'une certaine interprétation de la loi coranique ne peut pas pour autant être le prétexte durable de l'asservissement de la femme et du non-respect de sa liberté individuelle et sociale, et que la privation des droits reconnus à l'individu et au citoyen, et notamment l'égalité homme-femme, serait contraire au processus démocratique;

(xvii) Considérant que dans le cadre du dialogue et du partenariat établis afin d'engager les réformes adaptées et acceptées dans le Grand Moyen-Orient et en Afrique du Nord, les Etats-Unis et l'UE doivent prendre en compte la place de l'islam en tant que religion, force sociale et force politique, et reconnaissant qu'il n'y a pas de contradiction structurelle entre l'islam et la démocratie;

(xviii) Considérant que dans un Etat démocratique les convictions religieuses et les traditions peuvent être l'une des sources législatives, dans la mesure où elles n'enfreignent pas les mesures nécessaires, dans une société économique, à la sécurité publique, à la protection de l'ordre, de la

santé ou de la morale publiques, ou à la protection des droits et libertés d'autrui;

(xix) Contestant l'affirmation catégorique de certains régimes dans la région, selon laquelle la démocratisation amènera les islamistes radicaux au pouvoir, mais considérant que, dans un environnement où la liberté de parole, d'association et de réunion est sévèrement limitée, les mouvements islamistes jouissent du grand avantage d'être les seuls à pouvoir s'organiser et s'exprimer dans les mosquées et autres institutions religieuses;

(xx) Constatant les progrès réalisés en Irak où l'adoption prochaine d'une Constitution permettra la mise en d'un parlement démocratiquement élu devant lequel le gouvernement sera responsable;

(xxi) Se félicitant de la tenue prochaine d'élections libres au Liban après le retrait des Syriens qui devra être complet;

(xxii) Considérant dans l'intérêt de la paix et de la stabilité future de l'Irak que le gouvernement provisoire avec l'aide des Etats-Unis et de la communauté internationale puisse rétablir l'ordre, la sécurité et maîtriser le terrorisme;

(xxiii) Souhaitant que l'économie irakienne redémarre et que la Constitution qui sera élaborée donne au pays la forme institutionnelle la mieux adaptée et la plus respectueuse des groupes ethniques et religieux établis sur son territoire;

(xxiv) Considérant que le règlement du conflit israélo-palestinien est, aujourd'hui, la priorité absolue et qu'il ne peut résulter d'une action unilatérale d'Israël mais de la reprise de l'initiative par le Quartet sur les bases de la feuille de route;

(xxv) Considérant que les Etats-Unis, l'UE avec les Etats de la Ligue arabe qui ont pris des initiatives (Plan de l'Arabie Saoudite – Beyrouth 2002) ont ensemble

des capacités pour réaliser les objectifs communs à cette zone qui reposent sur trois piliers: sécurité, stabilité, prospérité;

(*xxvi*) Considérant que dans l'immédiat, le cessez-le-feu mutuel décidé à Charm el Cheik doit être respecté et les violences maîtrisées; que les actes terroristes contre les populations civiles doivent cesser; que le retrait de la bande de Gaza et de certaines implantations de Cisjordanie est engagé; que les points de contrôle israéliens en Cisjordanie doivent être levés pour libérer l'accès aux terres cultivées et aux points d'eau; que les prisonniers devront être libérés lorsque les actes terroristes auront cessé et que l'Autorité palestinienne doit continuer à démontrer qu'elle ne tolérera pas de tels actes;

(*xxvii*) Considérant que la bande de Gaza devra être reliée à la Cisjordanie par un passage sécurisé et que la réorganisation administrative de cette zone et son activité économique ne seront viables que si l'accès à la mer est assuré, le port et l'aéroport de Gaza libres et opérationnels ;

(*xxviii*) Considérant que la paix dans cette région entre Israël et la Palestine ne peut se régler que sur des bases précises, globales et durables reprenant les différents engagements précédents, à savoir: droit à l'existence d'Israël, création d'un Etat palestinien viable et continu à l'intérieur des limites de 1967 avec Jérusalem-Est pour capitale; fin des implantations illégales et démantèlement progressif des colonies et des murs de séparation en Cisjordanie; principe du droit de retour des réfugiés ou indemnités;

(*xxix*) Considérant que la communauté internationale doit prendre l'initiative d'une conférence internationale afin de programmer le passage aux phases 2 (phase de transition et de création d'un Etat palestinien aux frontières provisoires) et 3 (accord final mettant un terme au conflit) de la feuille de route;

(*xxx*) Considérant que la stabilité et la paix durables de la région et du monde dépendent de la réglementation de l'existence des armes de destruction massive et notamment de l'arme nucléaire dont dispose Israël et ayant à l'esprit la possibilité préoccupante que l'Iran puisse détenir une telle arme dans un avenir très proche;

(*xxxi*) Considérant qu'on ne pourra jamais régler la prolifération des armes nucléaires par une politique des « deux poids, deux mesures » et qu'il est préférable de poursuivre les négociations pour que l'Iran accepte d'arrêter définitivement ses activités d'enrichissement de l'uranium et ses autres activités nucléaires susceptibles d'aboutir à l'acquisition de l'arme nucléaire;

(*xxxii*) Considérant que, dans ces conditions et dans l'intérêt d'une paix durable dans la région, il est nécessaire d'envisager la dénucléarisation totale de la zone en décrétant le Moyen-Orient zone exempte d'armes de destruction massive;

(*xxxiii*) Considérant que le Traité de non-prolifération est inéquitable et doit être révisé pour mettre fin à une approche sélective et à la fermeté variable selon les pays; une nouvelle définition de la prolifération nucléaire s'avère nécessaire afin de distinguer le nucléaire civil du nucléaire militaire, les différentes technologies, les matières fissiles et les trafics légaux et illégaux;

(*xxxiv*) Considérant le danger que représenteraient des frappes contre les sites nucléaires de l'Iran en cas d'échec des négociations que mènent l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni, à moins que le Conseil de sécurité des Nations unies ne trouve finalement une issue favorable à ce problème;

(*xxxv*) Considérant qu'il est de l'intérêt de la paix dans la région de ne pas isoler

la Syrie, « pays de l'axe du mal » qui est menacé par les Etats-Unis;

(xxxvi) Considérant que la lutte contre la corruption, la criminalité, l'intégrisme et le terrorisme participe du même combat pour la stabilité de la région et que le désarmement des mouvements radicaux islamiques et leur intégration dans le processus politique doivent constituer une priorité immédiate,

RECOMMANDE AU CONSEIL D'INVITER L'UNION EUROPÉENNE

Concernant le partenariat stratégique avec la Méditerranée et le Moyen-Orient

1. A poursuivre le dialogue, la coopération et le développement des relations économiques et commerciales en partenariat et en complémentarité avec les Etats-Unis et les initiatives spécifiques engagées par le G8 dans l'espace arabo-musulman afin d'éviter le choc des civilisations;

2. A poursuivre les transferts financiers spécifiques qui ont pour but d'améliorer la situation des populations; à accompagner les progrès économiques et sociaux et à développer l'éducation, notamment des filles;

3. A encourager les réformes sociales et économiques et à engager le processus de démocratisation des Etats et des régimes de cette région;

4. A participer à la libération complète des femmes et des lois qui les asservissent, notamment dans certains pays;

5. A mieux contrôler l'emploi des fonds versés et à évaluer régulièrement les résultats des programmes engagés qui doi-

vent se traduire par plus de sécurité, de stabilité et de prospérité;

Concernant le conflit israélo-palestinien

6. A reprendre l'initiative au niveau du Quartet et à l'élargir éventuellement à l'Egypte et à la Jordanie;

7. A décider de la tenue d'une conférence internationale pour passer maintenant aux phases 2 et 3 de la feuille de route et aboutir à un règlement global et durable du problème;

8. A veiller à ce que les organisations et les Etats assurent la mise en oeuvre de l'accord conclu et décident notamment de la dénucléarisation de la région et en assurent la sécurité par la mise en place éventuelle d'une force internationale;

Concernant les autres menaces du Moyen-Orient

9. A poursuivre sans relâche les négociations avec l'Iran pour arrêter le développement par ce pays de capacités nucléaires susceptibles d'avoir des applications militaires;

10. A ouvrir à la révision du Traité de non-prolifération, qui n'est plus équitable et qui nécessite une nouvelle définition de la prolifération et une différenciation entre le nucléaire civil et le nucléaire militaire;

11. A empêcher l'isolement de la Syrie, qui n'est ni un gage de paix, ni de stabilité dans la région;

12. A oeuvrer pour le désarmement des groupes islamiques radicaux et leur intégration dans le processus politique.

N. B. Traduzione non ufficiale**Raccomandazione n. 765
Gli sviluppi nel Grande Medio Oriente**

L'Assemblea,

i. Considerando che oggi il Medio Oriente ed il Nord Africa costituiscono una vasta regione a maggioranza arabomusulmana in cui perdurano conflitti non risolti, in cui la stabilità e la sicurezza sono minacciate, mentre quest'area racchiude anche le più importanti risorse energetiche del mondo;

ii. Notando come in numerosi paesi del Medio Oriente e del Nord Africa circa il 40 per cento della popolazione ha meno di 16 anni e non ha accesso ad un'istruzione adeguata; come il potere rimanga confiscato da un'élite non eletta con suffragio popolare la quale controlla anche tutta l'economia; come questi paesi soffrano di una mancanza di democrazia e di trasparenza; di ristagno economico, di povertà, di disoccupazione, di disuguaglianze e di ingiustizie — tutti elementi che favoriscono il terrorismo;

iii. Notando che la recente evoluzione ha favorito un cambiamento di mentalità ed il crescere degli estremismi che sfruttano la religione e manipolano le menti ricorrendo nel contempo al terrorismo per perseguire i loro obiettivi;

iv. Sapendo che, in particolare dagli attentati terroristici dell'11 settembre 2001 in poi, il mondo occidentale ha finito con comprendere che bisognava moltiplicare l'impegno, a tutti i livelli, per migliorare la

comunicazione e la cooperazione con il mondo arabo ed il mondo musulmano e promuovere le riforme politiche, economiche e sociali in queste regioni;

v. Notando tuttavia che i governi della maggior parte dei paesi interessati della zona sembrano avere capito la necessità d'introdurre delle riforme per rispondere alle richieste delle popolazioni e all'evoluzione delle società onde garantire la pace e la stabilità nella regione, ma che questo processo di riforme che è in fase di avvio è in larga misura inadeguato;

vi. Sottolineando inoltre che, da un certo numero di anni a questa parte, l'Unione europea ha creato programmi globali ed accordi specifici con i paesi del Medio Oriente e del Nord Africa per aiutarli a garantire la pace, la stabilità e la prosperità dei loro popoli nell'ambito del suo partenariato strategico con il Mediterraneo ed il Medio Oriente;

vii. Notando che i piani d'azione che l'UE pone in essere con i paesi del Medio Oriente nell'ambito della politica europea di vicinato comprendono una gamma di condizioni cui ogni paese interessato deve ottemperare per realizzare nuovi progressi, ma sapendo anche che in passato l'UE non è stata sufficientemente rigorosa nei riguardi dei partner che non rispondevano a determinate condizioni;

viii. Sapendo che gli Stati dell'UE dubitano che piani di carattere troppo ge-

nerale possano condurre all'instaurazione di un nuovo ordine in Medio Oriente e nel Nord Africa e che essi privilegiano accordi di cooperazione ed attività complementari a livello bi-e multilaterale, adeguati alle esigenze ed alle capacità di ciascun partner o gruppo di partner;

ix. Tenendo conto dell'iniziativa del Grande Medio Oriente e del Nord Africa (IGMOAN/BMENAI) varata dagli Stati Uniti in occasione del vertice del G8 nel giugno 2004, allo scopo di incoraggiare la liberalizzazione economica, politica e sociale in un gran numero di paesi musulmani;

x. Considerando che l'iniziativa del G8 appoggia le riforme nella regione proposte da intellettuali indipendenti, da soggetti della società civile e da governi e che dette riforme si sovrappongono alle iniziative dell'UE o le completano; consapevole che la realizzazione di queste riforme in Medio Oriente richiederà un impegno globale sostenuto e a lungo termine;

xi. Considerando che, se l'Occidente desidera perseguire una strategia di riforme profonde per contribuire al cambiamento democratico nel Grande Medio Oriente e nel Nord Africa, è con il dialogo, il partenariato e la cooperazione che può riuscirci;

xii. Considerando che l'Occidente deve innanzitutto moltiplicare l'impegno per partecipare alla composizione dei principali conflitti e crisi geopolitiche della regione — prioritariamente il conflitto israelo-palestinese, la stabilità in Irak e nel Libano, la minaccia nucleare proveniente dall'Iran, l'isolamento della Siria e la situazione precaria in Afghanistan — e che, per creare un ambiente globale sicuro e stabile, è necessario creare un sistema di reciproca protezione e di sicurezza fondata sulla cooperazione;

xiii. Sapendo che se l'UE e gli Stati Uniti intendono realmente attuare le loro politiche destinate ad incentivare le ri-

forme nel Grande Medio Oriente e nel Nord Africa, bisognerà trovare l'equilibrio nelle relazioni fra i regimi autoritari della regione ed i movimenti riformisti di opposizione;

xiv. Considerando che la « libertà », così come propagata dalle nuove iniziative occidentali, in particolare degli Stati Uniti, non è soltanto la libertà politica o civile, quindi l'assenza di oppressione, ma è anche la libertà individuale, quindi la lotta contro tutto ciò che asservisce l'uomo e compromette la sua dignità: la povertà, la fame, la malattia, l'ignoranza, la tortura, la pena di morte, la mancanza di lavoro;

xv. Considerando che nel mondo arabo questa libertà è minacciata da regimi non democratici che, talvolta, possono trovare nella cultura tribale e nelle tradizioni ancestrali o religiose elementi di sostegno;

xvi. Considerando che una certa interpretazione della legge coranica non può con ciò stesso essere il pretesto duraturo dell'asservimento della donna e del mancato rispetto della sua libertà individuale e sociale, e che la privazione dei diritti riconosciuti all'individuo e al cittadino, ed in particolare la parità uomo-donna, sarebbe contraria al processo democratico;

xvii. Considerando che nell'ambito del dialogo e del partenariato instaurati per avviare le riforme adeguate ed accettate nel Grande Medio Oriente e nel Nord Africa, Gli Stati Uniti e l'UE devono prendere in considerazione la collocazione dell'islam in quanto religione, forza sociale e forza politica, e riconoscendo che non vi è contraddizione strutturale fra l'islam e la democrazia;

xviii. Considerando che in uno Stato democratico le convinzioni religiose e le tradizioni possono essere una delle fonti legislative, nella misura in cui non infrangono le misure necessarie, in una società economica, alla sicurezza pubblica, alla tutela dell'ordine, della salute o morale

pubbliche, ou alla tutela degli altrui diritti e libertà;

xix. Contestando l'affermazione categorica di taluni regimi nella regione, secondo la quale la democratizzazione porterà gli islamisti radicali al potere, ma considerando che, in un ambiente in cui la libertà di parola, di associazione e di riunione è severamente limitata, i movimenti islamisti godono del gran vantaggio di essere i soli a potere organizzarsi ed esprimersi nelle moschee ed altre istituzioni religiose;

xx. Constatando i progressi realizzati in Iraq in cui la prossima adozione di una Costituzione consentirà l'istituzione di un parlamento democraticamente eletto dinanzi al quale il governo sarà responsabile;

xxi. Rallegrandosi per il prossimo svolgimento di libere elezioni in Libano dopo il ritiro dei Siriani che andrà completato;

xxii. Ritenendo che sia nell'interesse della pace e della futura stabilità dell'Iraq che il governo provvisorio con l'aiuto degli Stati Uniti e della comunità internazionale possa ristabilire l'ordine, la sicurezza e domare il terrorismo;

xxiii. Auspicando una rinascita dell'economia irachena ed esprimendo l'auspicio che la Costituzione che sarà elaborata dia al paese la forma istituzionale più adeguata e più rispettosa dei gruppi etnici e religiosi insediati sul suo territorio;

xxiv. Ritenendo che la composizione del conflitto israelo-palestinese sia oggi la priorità assoluta e che essa non possa venire da un'azione unilaterale di Israele ma dalla ripresa dell'iniziativa da parte del Quartetto in base alla *road map*;

xxv. Ritenendo che gli Stati Uniti, l'UE con gli Stati della Lega Araba che hanno assunto delle iniziative (Piano dell'Arabia Saudita — Beirut 2002) abbiano insieme capacità per realizzare gli obiettivi comuni

a quest'area, che poggiano su tre pilastri: sicurezza, stabilità, prosperità;

xxvi. Ritenendo che nell'immediato il reciproco cessate il fuoco deciso a Charm el Cheik debba essere rispettato e le violenze domate; che gli atti terroristici contro le popolazioni civili debbano cessare; che il ritiro dalla striscia di Gaza e da certi insediamenti della Cisgiordania sia avviato; che posti di blocco israeliani in Cisgiordania debbano essere rimossi per liberare l'accesso alle terre coltivate e ai punti d'acqua; che i prigionieri debbano essere liberati quando gli atti terroristici saranno cessati e che l'Autorità palestinese debba continuare a dimostrare che non tollererà tali atti;

xxvii. Ritenendo che la striscia di Gaza debba essere collegata alla Cisgiordania da un passaggio reso sicuro e che la riorganizzazione amministrativa di questa zona e la sua attività economica avranno vita solo se sarà garantito l'accesso al mare e se il porto e l'aeroporto di Gaza saranno liberi ed operativi;

xxviii. Ritenendo che la pace in questa regione fra Israele e la Palestina possa essere raggiunta solo su basi precise, globali e durature che riprendano i vari impegni precedenti, cioè : diritto all'esistenza di Israele, creazione di uno Stato palestinese vitale e continuo all'interno dei limiti del 1967 con Gerusalemme-Est per capitale; fine degli insediamenti illegali e progressivo smantellamento delle colonie e dei muri di separazione in Cisgiordania; principio del diritto di ritorno dei rifugiati o indennità;

xxix. Ritenendo che la comunità internazionale debba assumere l'iniziativa di una conferenza internazionale al fine di programmare il passaggio alle fasi 2 (fase di transizione e di creazione di uno Stato palestinese dai confini provvisori) e 3 (accordo finale che ponga fine al conflitto) della *road map*;

xxx. Ritenendo che una stabilità ed una pace durature sia della regione che

del mondo dipendano dalla regolamentazione dell'esistenza delle armi di distruzione di massa ed in particolare dall'arma nucleare di cui dispone Israele ed avendo presente la possibilità preoccupante che l'Iran possa detenere un'arma del genere in un prossimo futuro;

xxxi. Ritenendo che non si possa mai disciplinare la proliferazione delle armi nucleari con una politica di « due pesi, due misure » e che sia preferibile portare avanti i negoziati affinché l'Iran accetti di cessare definitivamente le sue attività di arricchimento dell'uranio e le sue altre attività nucleari in grado di portare all'acquisizione dell'arma nucleare;

xxxii. Ritenendo che, in queste condizioni e nell'interesse di una pace durevole nella regione, è necessario prendere in considerazione la denuclearizzazione totale della zona dichiarando il Medio Oriente area esente da armi di distruzione di massa;

xxxiii. Ritenendo che il Trattato di non proliferazione manchi di equità e vada rivisto onde porre fine ad un approccio selettivo ed alla fermezza variabile a seconda dei paesi; risulta necessaria una nuova definizione della proliferazione nucleare per distinguere il nucleare civile dal nucleare militare, le diverse tecnologie, le materie fissili ed i traffici legali ed illegali ;

xxxiv. Considerando il pericolo rappresentato da eventuali bombardamenti dei siti nucleari dell'Iran in caso di fallimento dei negoziati condotti da Germania, Francia e Regno Unito, a meno che il Consiglio di Sicurezza delle Nazioni Unite non trovi alla fine un modo per addivenire ad un esito favorevole del problema;

xxxv. Ritenendo che sia nell'interesse della pace nella regione non isolare la Siria, « paese dell'asse del male » minacciato dagli Stati Uniti;

xxxvi. Ritenendo che la lotta alla corruzione, alla criminalità, all'integralismo

ed al terrorismo partecipi allo stesso combattimento per la stabilità della regione e che il disarmo dei movimenti radicali islamici e la loro integrazione nel processo politico debbano costituire una priorità immediata,

RACCOMANDA AL CONSIGLIO DI INVITARE L'UNIONE EUROPEA,

In ordine al partenariato strategico con il Mediterraneo ed il Medio Oriente, a:

1. Portare avanti il dialogo, la cooperazione e lo sviluppo delle relazioni economiche e commerciali in partenariato e in complementarità con gli Stati Uniti e con le iniziative specifiche avviate dal G8 nello spazio arabo-musulmano per evitare lo scontro delle civiltà;

2. proseguire i trasferimenti finanziari specifici che hanno lo scopo di migliorare la situazione delle popolazioni ; accompagnare i progressi economici e sociali e sviluppare l'istruzione, in particolare quella delle ragazze;

3. incoraggiare le riforme sociali ed economiche ed avviare il processo di democratizzazione degli Stati e dei regimi di questa regione;

4. partecipare alla liberazione completa delle donne e delle leggi che le asserviscono, in particolare in taluni paesi;

5. controllare meglio l'impiego dei fondi erogati e valutare regolarmente i risultati dei programmi avviati che devono tradursi in maggiore sicurezza, maggiore stabilità e maggiore prosperità;

In ordine al conflitto israelo-palestinese, a:

6. riprendere l'iniziativa al livello del Quartetto ed allargarlo eventualmente ad Egitto e Giordania;

7. decidere la convocazione di una conferenza internazionale per passare ora alle fasi 2 e 3 della *road map* e giungere ad una composizione globale e duratura del problema;

8. vigilare affinché le organizzazioni e gli Stati garantiscano l'attuazione dell'accordo concluso e decidano in particolare la denuclearizzazione della regione e ne garantiscano la sicurezza mediante l'eventuale creazione di una forza internazionale;

In ordine alle altre minacce dal Medio Oriente, a:

9. portare avanti senza battute di arresto i negoziati con l'Iran per fermare lo

sviluppo da parte di questo paese di capacità nucleari che possano avere applicazioni militari;

10. adoperarsi per la revisione del Trattato di non proliferazione, che non è più equo e che necessita di una nuova definizione della proliferazione ed una differenziazione fra il nucleare civile ed il nucleare militare;

11. impedire l'isolamento della Siria, che non è un pegno né di pace, né di stabilità nella regione;

12. adoperarsi per il disarmo dei gruppi islamici radicali e per la loro integrazione nel processo politico.